



EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

July 2025 | FR

Available Languages:

EN

FR

ÉDITORIAL



Éditorial

L'élargissement constitue à nouveau une priorité dans les discussions politiques de l'Union européenne. Nous pouvons nous en réjouir. Mais si nous voulons que la prochaine vague d'élargissement aboutisse, nous ne pouvons nous contenter d'ouvrir des négociations ou d'élaborer de nouvelles feuilles de route. Nous devons associer les citoyens au processus dès le début.

Tel était l'objectif du forum de haut niveau sur l'élargissement récemment organisé par le Comité économique et social européen. Ce forum a réuni des représentants de la société

civile, des responsables de la jeunesse, des partenaires sociaux et des acteurs politiques de tous les pays candidats. Non seulement le contenu des discussions, mais aussi la vision commune selon laquelle le processus d'adhésion à l'Union doit être ouvert, participatif et équitable ont fait de ce rassemblement un événement unique.

Trop souvent, l'élargissement a été traité comme un exercice technique. Mais les réformes démocratiques ne peuvent être menées à huis clos. La société civile et les partenaires sociaux ne sont pas uniquement des observateurs. Ils sont des moteurs essentiels du changement. Ils renforcent la confiance dans les institutions publiques, défendent les plus vulnérables et veillent à ce que les réformes soient réellement au service des citoyens.

Tout au long de ma présidence au CESE, j'ai œuvré pour placer la participation au cœur de notre approche de l'élargissement. Nous avons lancé l'initiative des membres de pays candidats à l'adhésion en 2023 afin de donner à la société civile une véritable voix dans nos travaux. Nous avons renforcé nos comités consultatifs mixtes et les plateformes de la société civile et organisé des échanges réguliers avec nos partenaires sur le terrain. Le forum de haut niveau s'est inscrit dans la continuité naturelle de ces efforts.

Ce forum nous a donné l'occasion d'examiner attentivement ce qui doit se passer à l'avenir. Premièrement, nous devons créer des structures à long terme permettant de développer le dialogue civil et le dialogue social, qui ne sont pas que des «mots à la mode». Il s'agit d'outils qui aident les sociétés à devenir plus résilientes, plus démocratiques et mieux préparées à l'adhésion.

Deuxièmement, nous devons permettre aux jeunes de prendre part aux discussions. Ils sont souvent les premiers à ressentir les effets du blocage des réformes ou du rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile. Mais ils sont également les plus engagés en faveur d'un avenir meilleur et plus inclusif. Les politiques en matière d'emploi, d'éducation et de mobilité doivent être mises en place avec eux, et non pour eux.

Le fait que ce forum ne soit pas qu'une manifestation sans lendemain me donne un réel espoir. Je suis fier de pouvoir annoncer qu'avec le soutien de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, nous nous sommes assurés que l'initiative des membres de pays candidats à l'adhésion se poursuive au moins jusqu'en 2027. Cela signifie que le dialogue que nous avons entamé va se développer. Il s'approfondira. Concrètement, nous associerons davantage de membres de pays candidats à l'adhésion et nous élaborerons plus d'avis. Ce dialogue continuera à orienter le processus d'élargissement d'une manière qui reflète les valeurs que nous disons défendre.

L'élargissement n'est pas simplement une stratégie géopolitique. C'est une promesse de faire respecter la démocratie, les droits et la dignité pour tous. Si nous voulons tenir cette promesse, la société civile doit être plus qu'une case à cocher. Elle doit faire partie des fondations sur lesquelles nous construisons.

Le CESE restera un partenaire résolu dans ces travaux. Nous pensons que l'élargissement doit aboutir et que sa réussite dépend de la participation des citoyens au processus. Pas après les faits. Dès le début.

À VOS AGENDAS

15 septembre 2025

[Logement accessible et abordable pour tous](#)

15 septembre 2025

[Incidences de l'IA pour la société civile de l'Union européenne: points de vue du Danemark](#)

17 et 18 septembre 2025

Session plénière du CESE



L'INVITÉE-SURPRISE

Hanna Lioubakova, journaliste biélorusse en exil, écrit sur la résistance silencieuse du peuple biélorusse, qui vit dans une société prise en otage entre terreur et propagande pro-Kremlin. La récente libération de Sergueï Tikhanovski, époux de la cheffe de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa, a apporté une lueur d'espoir à la population biélorusse, qui se sent souvent oubliée. Toutefois, avec 1 200 prisonniers politiques toujours derrière les barreaux, le pays reste une prison. Tant que tous ne seront pas libérés et que la répression systémique ne sera pas enrayerée, l'UE et la communauté internationale ne doivent pas relâcher la pression. Ce n'est pas une question de charité, mais d'investissement crucial dans la sécurité européenne.

Hanna Lioubakova est une journaliste et analyste politique biélorusse. Membre non résidente senior de l'Atlantic Council, elle suit les évolutions

en Biélorussie pour des titres internationaux de premier plan, parmi lesquels *The Washington Post* ou *The Economist*. Hanna Lioubakova a commencé sa carrière sur Belsat TV, la seule chaîne de télévision biélorusse indépendante, interdite par le régime de Minsk. Elle a également travaillé pour Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) à Prague, en Tchéquie. Elle est actuellement conseillère pour le rapport d'information du CESE sur les médias sociaux et l'IA.

Hanna Lioubakova a reçu plusieurs récompenses pour son travail, dont le prix de la liberté des médias du Transatlantic Leadership Network et le prix One Young World du journaliste de l'année. Elle faisait également partie des finalistes du prix de la presse européenne. En représailles de ses articles, le régime de Loukachenko l'a condamnée par défaut à dix ans de prison. Elle figure sur la liste des personnes recherchées en Russie et dans tous les pays de la Communauté des États indépendants (CEI).



LIBÉRER LES PRISONNIERS POLITIQUES DE BIÉLORUSSIE N'EST PAS UNE FAVEUR, C'EST UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT

par Hanna Lioubakova

À la fin du mois de juin, j'ai eu l'honneur de rencontrer un certain nombre d'hommes et de femmes qui venaient de quitter les prisons biélorussiennes. Parmi eux figuraient Siarhieï Tsikhanowski, l'époux de la dirigeante démocratique Sviatlana Tsikhanowskaïa, qui a passé plus de cinq années derrière les barreaux. Il a été l'un des premiers à être emprisonné pour des raisons politiques lors du soulèvement de 2020. Son corps porte les signes de son emprisonnement, mais pas son esprit. J'ai vu en lui la résilience — un homme toujours déterminé à lutter pour la dignité et la liberté.

La libération de Tsikhanowski, en compagnie de treize autres personnes, dont Ihar Karnei, journaliste de Radio Free Europe (RFE) et Radio Liberty (RL), et Natalia Doulina, chargée de cours à l'université, n'est pas un geste de bonne volonté. Elle est le résultat d'une intense pression diplomatique exercée par les États-Unis, notamment à l'occasion d'une visite exceptionnelle de Keith Kellogg, envoyé spécial américain à Minsk. En vérité, il ne s'agit pas de libérations, mais bien d'expulsions. Conduits à la frontière lituanienne, la tête recouverte d'un sac noir, les prisonniers ont reçu l'ordre de quitter leur pays.

La Biélorussie reste une prison. Près de 1200 prisonniers politiques s'y trouvent encore derrière les barreaux. Pour la seule année 2025, plus de 1700 nouvelles arrestations politiques ont eu lieu, parallèlement à d'autres formes de répression. Ce ne sont pas seulement des chiffres, il s'agit de personnes qui toutes ont des familles, et un avenir. Certaines sont âgées, d'autres gravement malades. D'autres, comme Valiantsin Shtermer, n'ont pas même survécu. Valiantsin est mort en détention au début de cette année, parce que, après un AVC, les soins médicaux appropriés lui ont été refusés. D'autres ont perdu la vie peu après leur libération, détruits par les conditions inhumaines de la prison.

La crise qui se joue actuellement en Biélorussie est à la fois juridique et humanitaire, et elle exige une réponse urgente et coordonnée de la part de l'Union européenne.

La libération de prisonniers politiques donne de l'espoir au peuple biélorusse, qui se sent souvent oublié. La dictature continue néanmoins d'utiliser des vies humaines comme monnaie d'échange. Rien de neuf à cela: le régime pratique l'échange de prisonniers politiques depuis les années quatre-vingt-dix, depuis la fondation du Centre Viasna des droits de l'homme par Alès Bialiatski, le lauréat du prix Nobel, qui se trouve à nouveau sous les verrous.

Certains affirment que les libérations de prisonniers devraient être récompensées par un allègement des sanctions. Mais écoutons ce que nous disent celles et ceux qui ont survécu aux geôles du régime. «*Lever les sanctions en échange d'otages reviendrait à conclure un accord avec un cannibale*», a déclaré Doulina. Ses paroles sont dures, mais ô combien nécessaires. Depuis janvier dernier, 105 prisonniers politiques ont été

graciés, tandis que 167 nouveaux noms ont été ajoutés à la liste. Il s'agit d'un cycle de chantage, et non de progrès.

Nous ne devons en rien relâcher la pression tant que tous les prisonniers politiques n'auront pas été libérés et que la répression systémique n'aura pas pris fin.

Dans le même temps, Loukachenka continue de soutenir la guerre du Kremlin contre l'Ukraine. La Biélorussie sert de base à des troupes et des drones russes, elle produit du matériel militaire et autorise la présence d'armes nucléaires russes sur son sol, en violation des règles de non-prolifération. Les prochains exercices militaires conjoints, sous le nom de «Zapad 2025», représentent une nouvelle provocation et une menace.

Mais le peuple biélorussien, lui, n'a renoncé à rien. En dépit de la propagande et de la terreur, il résiste courageusement et pacifiquement. L'apprentissage de la langue biélorussienne progresse. L'histoire interdite est enseignée. On parle la langue de la vérité. Les sondages montrent que 97 % des Biélorussiens refusent de participer à la guerre de la Russie. La majorité s'oppose aux lancements de missiles depuis le territoire biélorussien, et au fait d'accueillir des armes nucléaires sur leur sol national. Cette société n'est pas pro-Kremlin, elle est prise en otage.

Il faut absolument distinguer le régime de la population. Soutenir les initiatives de la société civile, des médias et des jeunes, ce n'est pas faire la charité: c'est investir à long terme dans la sécurité européenne.

Le Comité économique et social européen a déjà joué un rôle de premier plan en faisant la lumière sur la répression, en soutenant les médias libres et en défendant les droits du peuple biélorussien. Nous saluons le récent mémorandum signé par le CESE avec les forces démocratiques biélorussiennes. Il s'agit d'un geste de solidarité constructif, et d'une reconnaissance essentielle de la légitimité de notre combat.

Mais il nous faut aller au-delà. L'Union européenne devrait se montrer ferme: aucun allègement des sanctions sans un changement substantiel, qui soit vérifiable. Continuer à dénoncer les crimes du régime. Offrir une protection et des possibilités professionnelles aux exilés biélorussiens en Europe. Dialoguer étroitement avec les acteurs démocratiques qui élaborent des structures alternatives et des systèmes d'aide, même en exil.

Le changement peut intervenir rapidement. Les régimes autoritaires peuvent s'effondrer du jour au lendemain. Mais nous devons être prêts. Cela implique de maintenir l'espoir en vie, et de soutenir fermement les personnes encore emprisonnées.

La Biélorussie se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Entre les mains de son peuple, elle peut devenir une nation européenne pacifique et démocratique. Aux mains de dictateurs, elle restera une source d'instabilité et d'agression.

Contribuons à faire pencher la balance vers la liberté, la justice et l'Europe.

La première étape est la plus simple et la plus urgente: exiger la libération de tous les prisonniers politiques.

Il ne s'agit pas d'une faveur. C'est le commencement de tout.



DROIT AU BUT

En Roumanie, un niveau record de participation des jeunes aux élections de 2024 et 2025 a contribué à donner un coup de frein à la montée en puissance des candidats extrémistes. Il faut dire, en revanche, que ce vote était en grande partie un geste défensif, guidé par un rejet des excès populistes plutôt que par un soutien plein d'espérance aux valeurs démocratiques. Médias

polarisés, désinformation et plateformes numériques hors contrôle continuent de saper la confiance démocratique, non seulement en Roumanie, mais aussi dans toute l'Union européenne. Cristian Pîrvulescu, membre du CESE, tire la sonnette d'alarme, lorsqu'il explique que la mobilisation civique est d'une importance cruciale, mais que sans des réformes en profondeur, la démocratie reste vulnérable.



L'EUROPE DÉMOCRATIQUE À LA CROISÉE DES CHEMINS: ENTRE RÉSILIENCE, GUERRE HYBRIDE ET RADICALISATION ALGORITHMIQUE

Par Cristian Pîrvulescu

Un an après les élections européennes de 2024, l'Union européenne est confrontée à des tensions croissantes entre mobilisation civique et offensive illibérale. D'une part, le taux de participation élevé dans plusieurs États membres — dont mon propre pays, la Roumanie — a confirmé un regain d'intérêt du public pour l'avenir de l'Europe. Je m'arrêterai brièvement sur le cas de la Roumanie comme exemple d'une expérience instructive. D'autre part, cette mobilisation s'est déroulée dans

un contexte de polarisation, de désinformation et d'attaques systémiques contre les valeurs démocratiques.

Les élections de 2024 ont été historiquement bénéfiques aux partis d'extrême droite en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Autriche, formant ainsi un important bloc obstructionniste au sein du Parlement européen. Nous assistons non seulement à un réalignement politique interne, mais aussi à une *offensive illibérale coordonnée*, alimentée par des réseaux transnationaux et soutenue par des acteurs géopolitiques tels que la Russie. Des discours identitaires, eurosceptiques et opposés aux droits circulent simultanément sur les plateformes numériques, dans le but de saper le pluralisme, l'état de droit et la cohésion européenne.

La nature du conflit est passée du cadre militaire à la sphère informationnelle et psychologique. La *guerre hybride* qui sévit aujourd'hui utilise des campagnes de désinformation, des cyberattaques, des trucages ultra-réalistes et des algorithmes manipulateurs pour éroder la confiance dans la démocratie. Les cibles sont claires: les jeunes, les minorités, les médias indépendants et les autorités électorales. Au cœur de cette agression se trouve une bataille sur la perception, un *siège mental et symbolique* destiné à entretenir la confusion, le cynisme et l'apathie démocratique.

Les algorithmes en tant qu'agents de radicalisation

Les plateformes numériques, en particulier TikTok, amplifient mécaniquement les contenus clivants. Il ne s'agit plus uniquement d'utilisateurs humains qui diffusent la désinformation, mais de *systèmes algorithmiques* qui sélectionnent, hiérarchisent et normalisent la rhétorique extrémiste. Ce *dysfonctionnement cognitif* sape directement la raison publique, en remplaçant la délibération par des réactions émotionnelles et des biais de confirmation.

TikTok est devenu un outil essentiel de mobilisation politique des jeunes, en particulier en Europe centrale et orientale. Des campagnes menées récemment en Roumanie, au Portugal, en Allemagne et en Pologne ont utilisé cette plateforme de manière intensive pour diffuser des messages identitaires, conspirationnistes ou anti-européens. Son format vidéo court et chargé d'émotions en fait un support idéal de *radicalisation émotionnelle*, qui est hors de portée d'un contrôle démocratique ou d'une réglementation efficace.

La Roumanie: un cas de résilience fragile

En Roumanie, les élections qui se sont déroulées en 2024 et 2025 ont enregistré un taux de participation record, en particulier chez les jeunes, ce qui a contribué à ce que les candidats extrémistes soient battus. Cependant, il importe de ne pas idéaliser ce résultat: la *résilience démocratique* s'est manifestée de manière défensive, sous la pression d'un clivage médiatique et de campagnes toxiques de désinformation, en particulier sur TikTok et Telegram. Le vote a souvent été motivé par le rejet — un «non» aux excès populistes — plutôt que par le soutien actif aux valeurs démocratiques.

La Roumanie continue de faire face à un grave déficit budgétaire, à de profondes inégalités sociales, à un système éducatif mal équipé en ce qui concerne l'éducation civique et l'habileté numérique, ainsi qu'à un espace médiatique dominé par des intérêts partisans et oligarchiques. Dans ce contexte, les *réseaux de désinformation* exploitent les frustrations sociales, en particulier chez les jeunes et les minorités. Pire encore, certaines élites politiques présentent une ambivalence dangereuse, tolérant, voire instrumentalisant, une *rhétorique illibérale* à des fins électorales.

La Roumanie offre un exemple manifeste de *résilience démocratique conditionnelle*: la mobilisation civique peut vaincre le populisme, mais elle ne peut se substituer aux politiques publiques. En l'absence de réformes structurelles, d'une éducation critique et d'une réglementation numérique efficace, la démocratie reste vulnérable. Le constat est clair: *l'électorat ne peut être la seule ligne de défense*.

Que peut faire l'Europe?

L'Europe peut prendre de multiples mesures: faire appliquer de manière ambitieuse le *règlement sur les services numériques*, créer un *observatoire européen indépendant de l'information*, investir massivement dans l'éducation civique et aux médias, soutenir le journalisme indépendant, promouvoir des contre-discours

institutionnels adaptés aux jeunes et inclure la *résilience démocratique en tant que critère essentiel* dans l'évaluation des financements de l'UE.

L'Europe ne connaît pas un effondrement démocratique, mais elle traverse une zone de vulnérabilité stratégique. Elle fait l'objet d'agressions hybrides en permanence et connaît une crise de légitimité, en particulier auprès des jeunes générations. Pour défendre la démocratie, l'Union européenne doit *renouveler ses outils, repenser l'espace public numérique* et soutenir activement les sociétés qui se trouvent en première ligne de cette confrontation cognitive. *La Roumanie en est un exemple*: sa situation ne constitue pas seulement un test national, mais elle sert aussi de véritable baromètre de l'avenir démocratique de l'Europe.



UNE QUESTION À...

La pauvreté, qui touche plus de 93 millions de personnes et compromet la cohésion sociale de l'UE, demeure l'un des problèmes les plus tenaces et les plus préoccupants de notre continent. Nous avons demandé à Krzysztof Balon, rapporteur de l'avis du CESE sur une [stratégie européenne de lutte contre la pauvreté](#), ce que le Comité recommande pour s'attaquer aux causes profondes de ce phénomène et coordonner une approche fondée sur les droits, à tous les niveaux.

VERS L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ

Par Krzysztof BALON

Éradiquer la pauvreté permet à la population de vivre dignement: il s'agit donc d'une composante essentielle des valeurs de l'Union, mais aussi d'un élément indispensable pour une démocratie stable. Les [données statistiques](#) montrent toutefois que la pauvreté reste à un niveau inacceptable: en 2024, on estime que 93,3 millions de personnes, soit 21 % de la population de l'Europe des Vingt-sept, étaient exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion

sociale.

Même si le nombre total de personnes touchées a diminué de 1,1 million depuis 2020, le taux de pauvreté n'a baissé que de 1 %. À ce rythme, où environ 283 000 personnes sont sorties de la pauvreté chaque année, l'Union manquera, à plus de 8 millions de personnes près, son propre objectif, consistant à sortir au moins 15 millions de personnes de la pauvreté d'ici à 2030. Les statistiques mettent également en évidence un écart entre les hommes et les femmes: en 2024, 22 % des femmes étaient exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion, contre 20 % des hommes. Les enfants restent le groupe le plus vulnérable d'Europe, alors que les adultes âgés font toujours face à un risque de pauvreté persistant. Les personnes handicapées sont confrontées de façon disproportionnée à la pauvreté et à l'exclusion, et la crise actuelle du logement est un facteur majeur de pauvreté comme d'anxiété de la population. Enfin, le fait d'avoir du travail ne constitue plus une protection fiable, car la qualité de l'emploi représente désormais un facteur déterminant pour le risque de pauvreté. Tous ces éléments soulignent qu'il faut de toute urgence adopter une stratégie européenne globale de lutte contre la pauvreté (SLP) fondée sur les droits.

Le Comité économique et social européen (CESE) demande donc que la toute première SLP soit rapidement adoptée et mise en place, et que les principes pertinents du socle européen des droits sociaux soient appliqués. Le Comité estime que la SLP doit reposer sur une définition multidimensionnelle de la pauvreté, qui tienne compte non seulement de la privation matérielle, mais aussi des dimensions, sociale, psychologique, politique et de genre. La stratégie doit reconnaître la pauvreté comme une violation des droits fondamentaux et comme une forme d'injustice systémique, et viser à éradiquer l'extrême pauvreté tout en fixant des objectifs ambitieux et mesurables, comme celui de réduire la pauvreté de 50 % d'ici à 2030.

Les principaux éléments de la SLP devraient inclure:

- des normes contraignantes en matière d'adéquation du revenu et de la protection sociale dans tous les États membres;
- des mesures pour lutter contre la pauvreté des travailleurs au moyen du dialogue social, ainsi que la bonne mise en œuvre de la directive relative à des salaires minimaux adéquats;
- la garantie d'un accès universel à des services publics abordables et de qualité, tels que les soins de santé, l'action sociale, le logement et l'éducation, ainsi qu'un soutien à l'apprentissage tout au long de la vie;
- la promotion du développement de l'économie sociale;
- l'association des personnes en situation de pauvreté à toutes les étapes du cycle de la stratégie et un financement durable des organisations de la société civile qui les défendent.

Si la responsabilité de lutter contre la pauvreté incombe avant tout aux États membres, la mise en œuvre de la SLP devrait également être soutenue au niveau européen, en lien avec l'objectif d'éradiquer l'extrême pauvreté. Un coordinateur européen spécifique devrait être nommé pour concentrer les efforts de l'Union, des États membres et de la société civile en ce sens. Pour sa part, le CESE continuera à s'engager activement pour promouvoir ces actions à l'avenir.

NOUVELLES DU CESE



Des relations plus étroites entre le CESE et les forces démocratiques biélorussiennes pour un engagement stratégique fort

Par la signature d'un protocole d'accord avec les forces démocratiques biélorussiennes, représentées par M^{me} Sviatlana Tsikhanowskaïa, le Comité économique et social européen (CESE) réaffirme son soutien sans faille à une Biélorussie démocratique. Ce nouveau protocole formalise une nouvelle phase de collaboration structurée ayant pour visée d'appuyer la société civile biélorussienne et ses aspirations européennes.

Lors de sa session plénière de juin, le Comité économique et social européen (CESE) a organisé un débat sur l'[Avenir démocratique de la Biélorussie](#), en présence de **M^{me} Sviatlana Tsikhanowskaïa**, cheffe de file du mouvement démocratique biélorussien, de

M. Maksim Pazniakou, président faisant fonction du Congrès biélorussien des syndicats démocratiques, et de **M. Andreï Gnyot**, journaliste et cinéaste biélorussien. Le protocole d'accord, qui a été signé dans le cadre du débat en plénière, formalise la coopération entre le CESE et la société civile biélorussienne.

M^{me} Tsikhanowskaïa a exprimé sa gratitude au CESE pour l'aide que celui-ci apporte à la société civile biélorussienne, et elle a notamment déclaré: «Nous sommes extrêmement honorés de signer le présent protocole d'accord avec le Comité économique et social européen. Ce partenariat marque une étape essentielle pour la Biélorussie sur la voie d'un avenir européen.»

Dans une même perspective, **M. Oliver Röpké**, président du CESE, a insisté sur l'engagement et le soutien du Comité envers la société civile biélorussienne, en soulignant: «Le débat en plénière d'aujourd'hui et la signature du protocole d'accord témoignent sans ambages de l'engagement profond et inscrit dans la durée du CESE en faveur de l'avenir démocratique du pays et de son peuple. Et il ne s'agit pas là seulement de gestes symboliques, mais bien de donner un espace, une possibilité de s'exprimer et une visibilité à celles et ceux qui, chez eux, sont réduits au silence.»

Le texte cible la mise en œuvre d'initiatives et événements conjoints visant à mieux faire comprendre la situation intérieure qui prévaut en Biélorussie pour ce qui concerne les violations des droits de l'homme — plus de 1200 personnes étant actuellement emprisonnées. Parmi ses principaux objectifs, il y a aussi le soutien et la promotion des représentants des médias indépendants et des journalistes.

«Les arrestations préventives pour contact avec des dissidents sont courantes sous ce régime, qui détruit les liens entre ceux qui se sont échappés et ceux qui sont restés», a déclaré **M. Andrei Gnyot**, ajoutant que «partout sur le territoire national, des gens sont arrêtés pour avoir simplement communiqué avec ceux qui ont pris la voie de l'exil. Mais jamais ils ne renonceront à leurs amis ou à leurs convictions. Ils trouveront toujours des moyens secrets pour rester en contact».



Le CESE plaide en faveur d'un socle européen des droits sociaux plus robuste et plus équitable, qui ne laisse personne de côté

Le Comité économique et social européen (CESE) a invité la Commission à adopter une approche plus ambitieuse et plus inclusive de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux. Présenté pour la première fois en 2017, le socle européen des droits sociaux énonce vingt principes visant à promouvoir des marchés du travail équitables et de solides systèmes de protection sociale dans l'ensemble de l'UE.

Si l'actuel plan d'action (2021-2025) a permis de progresser sur le front de l'emploi et de l'insertion sociale, le CESE est d'avis que la phase suivante doit aller plus loin. **Oliver Röpke**, président du CESE, souligne que le socle européen des droits sociaux devrait être un outil pratique au service d'une Union centrée sur les citoyens. Il demande instamment à la Commission de présenter un nouveau plan d'action susceptible de produire des résultats concrets et de renforcer la dimension sociale de l'Union.

Roxana Mînzatu, vice-présidente exécutive de la Commission, soutient cette vision en déclarant qu'une consultation publique est en cours au sujet du prochain plan d'action du socle européen des droits sociaux. Elle décrit le socle européen des droits sociaux comme étant à la fois «une boussole et un bouclier», jouant un rôle essentiel pour orienter les citoyens à travers les enjeux relatifs à l'emploi et aux changements sociétaux.

Katarzyna Nowakowska, vice-ministre chargée de représenter la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne, reconnaît les progrès accomplis récemment pour diminuer la pauvreté — 2,8 millions de personnes ayant été sorties de la pauvreté l'année dernière — tout en déclarant qu'il reste beaucoup à faire. Elle fait également observer que modifier les dynamiques géopolitiques nécessite de mettre à nouveau l'accent sur la politique sociale.

Dans son avis intitulé [«Nouveau plan d'action pour mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux»](#), le CESE plaide en faveur de mesures contraignantes, d'une gouvernance renforcée et de propositions d'actions qui permettraient de garantir la pleine réalisation des droits sociaux dans l'ensemble de l'Union. Il considère le socle européen des droits sociaux comme un instrument essentiel pour construire une Europe plus équitable et plus inclusive, qui ne laisse véritablement personne de côté. (Im)



[Le CESE est le premier organe de l'Union qui approuve la déclaration de principes pour une société égalitaire du point de vue du genre](#)

Lors de sa session plénière de juin, le Comité économique et social européen (CESE) a approuvé formellement la [déclaration de principes pour une société égalitaire du point de vue du genre](#), qui appuie la stratégie de la Commission européenne en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Il est le premier organe de l'Union à le faire, et montre ainsi clairement que des actions concrètes doivent être prises de toute urgence pour combler les écarts persistants entre les hommes et les femmes.

Selon le [rapport mondial sur les inégalités entre les hommes et les femmes](#) du Forum économique mondial, au rythme de progression actuel, il faudra 134 ans pour combler à l'échelle de la planète les écarts

existants entre les hommes et les femmes. **Oliver Röpké**, président du CESE, souligne le caractère urgent de cette situation: *«Cent-trente-quatre ans avant d'atteindre l'égalité de genre? Nous n'avons nullement l'intention de rester les bras croisés! Le CESE réaffirme son attachement indéfectible à combler l'écart entre les hommes et les femmes. Avec l'Union et ses partenaires internationaux, il entend agir avec détermination pour que les droits des femmes soient solidement ancrés dans chacune des politiques de l'Union.»*

Dans un message vidéo, **Hajda Lahbib**, commissaire européenne à l'égalité, à l'état de préparation et à la gestion des crises, a remercié le Comité pour son rôle pionnier, en déclarant: *«Pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes, il faut que chacun s'y mette. Il ne suffit plus de dire que l'égalité est au cœur de notre Union, nous devons la défendre.»*

Belén Sanz Luque, directrice du bureau régional d'ONU-Femmes pour l'Europe et l'Asie centrale, a ajouté qu'«au trentième anniversaire du Programme d'action de Beijing, des barrières sociales entravent toujours l'égalité de genre dans le monde. L'Union doit montrer l'exemple, construire une solidarité plus solide et investir dans des progrès concrets en faveur des femmes et des filles à l'échelle de la planète».

La [stratégie de la Commission en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes](#), ainsi que sa déclaration de principes pour une société égalitaire du point de vue du genre définissent des actions concrètes pour que l'Union progresse en la matière: mettre fin à la violence fondée sur le genre, combler l'écart de rémunération, garantir des conditions de travail équitables, protéger la santé, promouvoir la participation politique et soutenir l'éducation inclusive.

Pour appuyer ces objectifs, le CESE a adopté une [résolution](#), dans laquelle il s'engage à prendre des mesures concrètes. Il se dit prêt à travailler avec la société civile et les jeunes, à lutter efficacement contre les discriminations multiples, à défendre les droits essentiels tels que l'accès à la santé reproductive et aux systèmes de soins, et il plaide pour des politiques inclusives qui s'appuient sur des données. Le CESE œuvrera en étroite collaboration avec les institutions de l'Union et ses États membres pour traduire ces ambitions en véritables progrès. (gb)



[Le CESE souhaite des mesures contraignantes plus fortes pour la seconde moitié de la stratégie de l'UE en faveur des personnes handicapées](#)

Lors de sa session plénière de juin 2025, le Comité économique et social européen (CESE) a adopté un [avis tourné vers l'avenir](#) invitant la Commission européenne à prendre des mesures plus ambitieuses et plus contraignantes au cours de la seconde moitié de la phase de mise en œuvre de la [stratégie de l'Union européenne en faveur des droits des personnes handicapées \(2021-2030\)](#). Cette stratégie vise à garantir la pleine inclusion et l'égalité des droits des personnes handicapées dans toute l'Europe, en s'alignant sur la [convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées \(CNUDPH\)](#).

Le CESE se félicite de l'engagement constant de la Commission et reconnaît l'incidence positive d'initiatives telles que la [carte européenne du handicap](#), le centre de ressources [AccessibleEU](#) et les orientations relatives à l'autonomie de vie. Il déplore toutefois que bon nombre de ces mesures manquent de force juridique, ce qui limite leur efficacité dans la pratique.

Le rapporteur **Ioannis Vardakastanis** souligne qu'à mi-parcours de son programme qui doit durer dix années, la stratégie ne doit pas stagner. Il appelle de ses vœux de nouvelles mesures concrètes visant à améliorer la vie quotidienne des personnes handicapées, à lutter contre la discrimination et à promouvoir les services de proximité plutôt que le placement en institution.

Afin de garantir des progrès significatifs, le CESE propose plusieurs mesures ciblées: une garantie en matière d'emploi et de compétences des personnes handicapées, inspirée de la garantie pour la jeunesse; une directive sur la liberté de circulation des personnes handicapées; la mise en place d'une véritable agence de l'Union pour l'accessibilité disposant de pouvoirs réglementaires; une meilleure protection des femmes et des filles handicapées, y compris l'interdiction de la stérilisation forcée; un fonds pour le logement abordable afin de traiter les problèmes de logement; la reconnaissance mutuelle des technologies d'assistance dans l'ensemble des États membres et des mesures de protection contre la discrimination dans le domaine de l'IA et de la gestion algorithmique.

Le Comité demande en outre de prévoir un budget spécifique au titre du prochain cadre financier pluriannuel et de procéder à des consultations constructives des personnes handicapées et des organisations qui les représentent tout au long de la phase de mise en œuvre de la stratégie. (Im)



La société civile parle de diplomatie publique, à Bruxelles et ailleurs

Le 25 juin, le Comité économique et social européen (CESE) a organisé une manifestation dans le cadre de la Semaine européenne de la diplomatie publique, lancée pour la première fois par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Les participants ont mis en évidence une dimension fondamentale de l'action européenne: la contribution de la société civile à la diplomatie publique dans des domaines allant du commerce international à l'eau, en passant par l'élargissement.

Pendant la **Semaine de la diplomatie publique**, qui a eu lieu à Bruxelles du 23 au 27 juin 2025, différentes institutions ont pris part à des discussions et présenté la diplomatie publique et des initiatives interpersonnelles internationales. À ce titre, la manifestation [Du commerce à l'eau: les diplomaties d'influence de la société civile](#),

organisée par la section «Relations extérieures» du CESE, a rassemblé des membres du Comité et des experts en matière de commerce, de ressources hydriques et d'élargissement, pour évoquer l'engagement de la société civile dans ces trois domaines.

Laurențiu Plosceanu, vice-président du CESE chargé de la communication, a ouvert l'événement par ces mots: «La société civile est susceptible d'apporter une valeur ajoutée lorsque des questions politiques ou d'autres problèmes restreignent la portée de la diplomatie officielle.»

Dans son discours liminaire, **Vesna Kos**, ambassadrice de l'UE auprès du Conseil de l'Europe, a décrit la société civile comme un vecteur de «soft power» qui oriente la diplomatie en temps réel, précisant que le pouvoir ne devrait pas uniquement se mesurer en nombre de tanks, en taxes et en traités, mais qu'il devrait être évalué à l'aune de la confiance bâtie par la société civile.

Si le pouvoir d'influence de la société civile dans le domaine des accords commerciaux est indéniable, **Tanja Buzek**, membre du CESE et vice-présidente de son comité de suivi «Commerce international», a souligné qu'«il existe une faille en ce qui concerne la participation de la société civile aux négociations et [qu']il s'impose de définitivement la combler».

En discutant de la manière dont la société civile peut jouer un rôle actif dans l'adhésion à l'UE, les participants ont fait observer que l'élargissement n'est pas un simple processus technique d'harmonisation législative. Il s'agit d'une dynamique humaine, d'un rapprochement entre des citoyens, des travailleurs et des organisations qui partagent les mêmes valeurs démocratiques et sociales. Dans ce processus, la participation de la société civile est essentielle, étant donné que l'élargissement implique également une transformation des sociétés.

La manifestation s'est achevée par une table ronde sur le thème de la lutte contre les pénuries d'eau en collaboration avec les pays du Sud.

Milena Angelova, membre du CESE et rapporteure sur la diplomatie bleue, et **Thomas Rebermark**, directeur de la Swedish Water House à l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI), ont indiqué que

l'eau pouvait devenir un instrument de paix et de développement, car les organisations de la société civile sont le ciment du paysage mondial en matière d'eau et de climat, qui veillent à ce que la gestion des ressources hydriques soit en phase avec les réalités des personnes les plus touchées par les pénuries d'eau et le changement climatique. (at)



Le logement et le progrès social au cœur des discussions à haut niveau de la société civile

D'éminents représentants de la société civile organisée se sont réunis à Varsovie pour réclamer une action plus forte de l'Union en matière de conditions de vie et de travail.

Les 25 et 26 juin 2025, les présidents et secrétaires généraux des conseils économiques et sociaux (CES) de l'UE et du Comité économique et social européen (CESE) ont tenu leur réunion annuelle, au cours de laquelle ils se sont penchés sur la manière d'améliorer les conditions de vie et de travail dans l'ensemble de l'Union. Les CES de treize États membres y ont participé, aux côtés de fonctionnaires représentant la présidence polonaise du Conseil de l'UE.

Placés sous le thème «Améliorer les conditions de vie et de travail dans l'ensemble de l'UE: le rôle de la société civile organisée», les débats ont porté sur la gouvernance économique, le logement et l'emploi.

Oliver Röpkke, le président du CESE, a mis l'accent sur le dialogue civil, qu'il élève au rang de «nécessité» face à l'aggravation des problèmes économiques et sociaux. Alors que le logement devient de moins en moins abordable, en particulier pour les jeunes, les familles à faibles revenus et les personnes âgées, les participants ont appelé à une action coordonnée au niveau de l'Union et des États membres. Ils ont avancé plusieurs propositions, recommandant principalement d'investir dans des logements sociaux et accessibles aux revenus modestes, de lutter contre le sans-abrisme, de réformer les règles budgétaires de l'UE afin de permettre davantage d'investissements publics, et de soutenir la rénovation énergétique des bâtiments.

Les CES et le CESE ont aussi plaidé en faveur de politiques qui anticipent les changements sur le marché du travail induits par la numérisation et les évolutions démographiques. Ils préconisent d'accorder la priorité au renforcement de la reconversion professionnelle et des compétences numériques, à l'amélioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et à la promotion d'emplois décents et sûrs.

La réunion s'est conclue par un appel à faire en sorte que le progrès social demeure au cœur de l'élaboration des politiques de l'Union. **Magdalena Sobkowiak-Czarnecka**, au nom de la présidence polonaise du Conseil de l'UE, a salué l'approche garantissant une participation substantielle de la société civile, qu'elle a jugée «inestimable pour définir nos priorités et influencer les progrès au niveau de l'Union».

La réunion annuelle, qui s'est tenue à Varsovie, était organisée conjointement par le CESE et les conseils polonais, à savoir le Conseil du dialogue social (RDS) et le Conseil des activités d'utilité publique (RDPP),



La production énergétique doit être plus inclusive et abordable, tant en milieu urbain que rural

Le 11 juin, la section «Transports, énergie, infrastructures et société de l'information» (TEN) du Comité économique et social européen (CESE) et la direction générale de l'énergie (DG ENER) de la Commission ont uni leurs forces pour organiser à Bruxelles une conférence sur le thème «Fournir une énergie abordable en Europe».

Cette manifestation a mis en évidence la nécessité pour l'UE de se doter d'une production énergétique plus inclusive et abordable, et d'accorder à ses citoyens un rôle actif dans ce processus, y compris en milieu rural. À cette fin, l'UE doit concentrer ses efforts sur la mobilisation des consommateurs, la protection des personnes vulnérables et les investissements durables.

Lors de la conférence, **Baiba Miltoviča**, présidente de la section TEN, s'est exprimée en ces termes: «Les personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale font face à des difficultés disproportionnées dans leur accès à l'énergie. Ces dernières années, la vulnérabilité de notre système énergétique est devenue plus qu'évidente. Notre objectif est de stimuler l'autonomie stratégique et la compétitivité de l'Europe, tout en favorisant une économie et une société plus vertes et plus durables. Nous sommes déterminés à développer une stratégie pour une énergie abordable, sûre et durable, qui soit susceptible de promouvoir la participation active des consommateurs et de garantir un accès équitable aux plus démunis.»

Actif de longue date sur ces enjeux, le CESE organise depuis 2021 une conférence annuelle pour faire le point sur la situation.

La précarité énergétique demeure une préoccupation majeure pour les Européens, même si en 2024, les mesures prises par l'UE ont abouti, pour la première fois depuis 2021, à une diminution du nombre de citoyens dans l'impossibilité de chauffer correctement leur logement. Selon [Eurostat](#), la précarité énergétique concernait 9,2 % des Européens en 2024, contre 10,6 % en 2023, 9,3 % en 2022 et 6,9 % en 2021.

Afin de protéger les consommateurs vulnérables contre les coupures d'électricité, la Commission a présenté, en février 2025, son [plan d'action pour une énergie abordable](#), dans le cadre du pacte pour une industrie propre. Le plan s'attache à faire baisser les prix de l'énergie pour les citoyens, les entreprises et les collectivités dans toute l'UE. Il propose un ensemble de mesures visant à réduire le montant des factures d'énergie, à accélérer les économies de coûts et à intensifier les réformes structurelles au sein de notre système énergétique.



Dans son rapport de décharge 2023, le Parlement européen salue les efforts déployés par le CESE en faveur de l'engagement des jeunes

Dans une marque importante de reconnaissance de la participation des jeunes à l'élaboration des politiques de l'UE, le Parlement européen a, dans son rapport de décharge 2023, félicité officiellement le Comité économique et social européen (CESE) pour son «[test jeunesse](#)».

Le «[test jeunesse des politiques publiques de l'UE au CESE](#)» vise à garantir que le Comité prenne systématiquement en considération les voix et les points de vue des jeunes lors de l'élaboration de ses avis. Modèle innovant de gouvernance inclusive, il influence déjà la manière dont les institutions abordent la participation des jeunes. La Commission européenne a fondé son «évaluation d'impact du point de vue des jeunes» sur le modèle du CESE, et le Parlement, qui commence à préparer sa propre version de l'outil, a demandé plusieurs réunions avec le Comité.

Dans la [décharge 2022](#), le Parlement européen avait déjà salué «les efforts consentis par le Comité pour renforcer la participation de la jeunesse à l'élaboration des politiques». Dans la [décharge 2023](#), il va cependant plus loin. Outre le «test jeunesse», il félicite explicitement le CESE pour son approche proactive et innovante de la participation des jeunes, qui se fonde sur les travaux de son groupe sur les jeunes, lancé en 2023, et sur les initiatives de ses sections, telles que la désignation d'une [déléguée de la jeunesse au sein de la délégation à la COP](#) et les [tables rondes de la jeunesse pour le climat et la durabilité](#).

Ces éloges de la part du Parlement européen non seulement valident les travaux du CESE, mais peuvent également inciter les autres institutions de l'Union à suivre son exemple en intégrant les points de vue des jeunes au cœur de l'élaboration des politiques européennes.



La voix des jeunes, porteuse de grandes idées: le test jeunesse du CESE dynamise la Rencontre des jeunes européens 2025

Le Comité économique et social européen (CESE) a pris part à la Rencontre des jeunes européens 2025 organisée par le Parlement européen à Strasbourg. Forte de plus de 9 000 participants représentant 160 nationalités, et grâce à plus de 450 activités, l'édition 2025 de la Rencontre des jeunes européens a débordé d'énergie, d'idées et d'actions portées par la jeunesse.

Au cœur de la participation du CESE figurait une séance consacrée à son test jeunesse des politiques publiques de l'UE, en présence de **Katrīna Leitāne**, présidente du groupe sur les jeunes, et de **Chloë Cauchi**, membre du conseil d'administration du Forum européen de la jeunesse. Axée sur le changement climatique et son incidence économique, cette séance faisait écho à l'une des recommandations finales de l'édition 2025 de la manifestation phare du CESE pour la jeunesse, «Votre Europe, votre avis», concernant l'élaboration d'une stratégie cohérente en matière de changement climatique.

Elle a attiré des jeunes de toute l'Union et des pays candidats, y compris des membres de conseils nationaux de la jeunesse et d'organisations locales, ainsi que des jeunes désireux de s'exprimer sur les décisions de l'UE.

Le test jeunesse vise à faire en sorte que la voix des jeunes soit entendue lors de l'élaboration de nouvelles législations et politiques de l'UE. Pendant la Rencontre des jeunes européens 2025, les jeunes participants ont eu l'occasion d'en apprendre davantage sur ce test, de faire part de leurs commentaires à son sujet et de réfléchir à la façon dont il pourrait contribuer à façonner l'avenir. Un participant a même déclaré que cette séance lui avait donné envie de s'inscrire au conseil local de la jeunesse

de sa commune, preuve s'il en est du pouvoir inhérent à un engagement constructif.

Au-delà de sa propre séance, le CESE a vu son travail reconnu lors de plusieurs discussions de haut niveau, tout au long de la manifestation. Le **commissaire Glenn Micallef** a ainsi fait référence au test jeunesse lors de son dialogue sur la politique en faveur de la jeunesse, tandis que **Marcos Ros Sempere**, député au Parlement européen, a souligné le rôle que joue le CESE pour mieux faire entendre la voix de la société civile, lors d'une table ronde sur les défis auxquels les jeunes sont confrontés dans les zones urbaines et rurales. Le CESE a également été mentionné lors de la séance qui s'est tenue dans l'hémicycle sur le thème des parcours d'emploi équitables.

Tout au long de la manifestation, les participants ont assisté à des séances organisées en présence de dirigeants de l'UE, et notamment de **Sabine Verheyen, Nicolae Ștefănuță et Pina Picierno**, vice-présidents du Parlement européen. Dans son discours final, M^{me} Picierno a demandé qu'un test jeunesse

soit inclus à chaque étape du processus décisionnel de l'Union. «L'avenir vous appartient», a-t-elle déclaré à l'assistance, «et votre voix doit donc être intégrée à toutes les lois que nous élaborons».

À l'extérieur du Parlement, le village «Rencontre des jeunes européens», mis en place conjointement avec le Forum européen de la jeunesse, proposait une multitude d'espaces créatifs et regorgeait de projets menés par des jeunes et d'organisations venues présenter leurs travaux.

La Rencontre des jeunes européens 2025 représente bien plus qu'un événement de deux jours, puisque les idées partagées par les participants seront rassemblées dans un rapport sur les idées des jeunes, qui doit être remis aux décideurs de l'Union dans le courant de l'année. Beaucoup ont partagé leur espoir que le test jeunesse s'impose comme un outil utilisé couramment pour garantir que les jeunes soient associés à toutes les conversations politiques, et pas uniquement à l'occasion de manifestations comme celle-ci.

Alors que l'Europe fait face à d'importants enjeux, la Rencontre des jeunes européens 2025 a montré que les jeunes étaient prêts à assumer un rôle de premier plan. Ils ne se contentent pas de parler de l'avenir: ils aident à le construire. (ks)



[Le CESE met à l'honneur les finalistes des prix européens du bio pour les PME, les détaillants et la gastronomie](#)

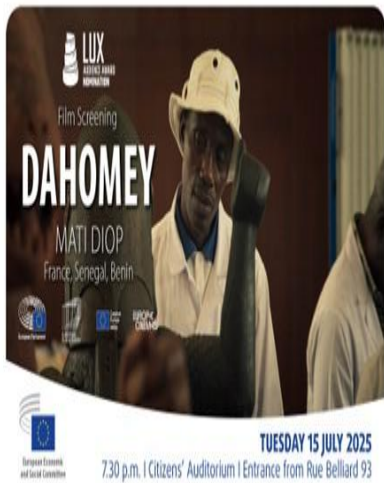
Le Comité économique et social européen (CESE) a dévoilé les noms des finalistes qui seront mis à l'honneur lors de la cérémonie des prix européens du bio 2025, couronnant leur innovation et leur durabilité dans trois grandes catégories: la meilleure PME bio, le meilleur détaillant bio et le meilleur restaurant/service de restauration bio. Ces prix récompensent des contributions remarquables qui placent la production biologique au cœur du quotidien des consommateurs.

Parmi les finalistes figurent des projets d'excellence développés en Autriche, Roumanie, Espagne, Allemagne, Slovénie et Grèce, allant de boulangeries artisanales à des marchés de producteurs locaux, en passant par des restaurants bio et des productions laitières en milieu rural.

Dans le cadre des efforts déployés par l'UE en faveur de systèmes alimentaires plus durables, ces prix visent à offrir une vitrine aux meilleures pratiques biologiques et à soutenir l'objectif européen de 25 % de surfaces agricoles consacrées à l'agriculture biologique à l'horizon 2030.

Les lauréats seront proclamés lors de la cérémonie officielle qui se tiendra le 23 septembre 2025 à Bruxelles, à l'occasion de la Journée européenne du bio.

Pour en savoir plus sur les finalistes, les catégories de prix et la cérémonie à venir, consultez la



Soirée cinéma: «Dahomey», un documentaire sur des objets pillés à l'époque coloniale

Les soirées cinématographiques estivales du CESE se poursuivent avec la projection d'un documentaire, lauréat de l'Ours d'or, qui s'intéresse aux efforts déployés par la France pour se confronter à son passé colonial et procéder à des restitutions. Ces projections sont organisées en collaboration avec le prix LUX du public.

Le Comité économique et social européen a accueilli la projection de [Dahomey](#), un documentaire du réalisateur **Mati Diop** qui a remporté l'Ours d'or lors du 74^e festival du film de Berlin.

Dahomey raconte l'histoire de 26 trésors royaux, volés par les troupes coloniales françaises en 1892, qui quittent Paris pour retourner dans ce qui est aujourd'hui le Bénin. Pour certains étudiants de l'université d'Abomey-Calavi, les efforts de restitution déployés par la France ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan, étant donné le nombre d'objets qui doivent encore être rendus à leur pays d'origine.

Le réalisateur franco-sénégalais Mati Diop, qui s'est fait connaître avec le film *Atlantique*, lauréat du Grand Prix du Festival de Cannes en 2019, intègre avec brio des éléments de fiction dans *Dahomey*, créant ainsi une expérience immersive pour le spectateur.

Le CESE organise régulièrement des projections de films dans le cadre du soutien qu'il apporte sans relâche au cinéma européen et de l'appréciation qu'il manifeste en permanence à l'égard des industries créatives. La projection de *Dahomey*, nommé pour le prix LUX du public 2025, a eu lieu le 15 juillet. (cwb)



To Belong · At høre til

A photo exhibition by Andreas Haubjerg in cooperation with Disabled People's Organisations Denmark
En fotoudstilling af Andreas Haubjerg i samarbejde med Danske Handicaporganisationer

16 July - 19 September 2025 | EESC, JDE Foyer 6

[Le CESE affiche son soutien aux droits des personnes handicapées en accueillant une exposition photographique](#)

Le CESE accueille *To Belong*, une exposition de clichés du photographe danois Andreas Haubjerg qui livre sans fard les réalités vécues par les personnes handicapées.

Déjà présentée à Copenhague, à Paris et à Berlin, l'exposition se tiendra au CESE du 16 juillet au 19 septembre.

Exposés à l'occasion du lancement de la présidence danoise du Conseil de l'UE, ces vingt clichés remarquables, sélectionnés et détenus par les Organisations danoises de personnes handicapées, esquissent chacun la réalité d'une personne vivant avec un handicap. Dans les descriptions qui accompagnent les images, les sujets dévoilent les défis auxquels ils sont confrontés, tout en exprimant leur souhait d'être vus au-delà de leur handicap. En les photographiant dans des contextes qui leur sont familiers, Andreas Haubjerg immortalise le besoin foncièrement humain de connexion et d'appartenance à une communauté.

Cette initiative culturelle s'inscrit dans le droit fil de la thématique des «sociétés inclusives» qui compte parmi les priorités de communication du CESE pour 2025. Son objectif est de faire prendre conscience des barrières auxquelles de nombreux citoyens sont confrontés, tout en insistant sur les valeurs et expériences partagées qui nous rassemblent. (cwb)



GIVING FORM TO THE FUTURE Photo exhibition



BIG **IDA**

The exhibition presents works by BIG-Bjarke Ingels Group at the initiative of the EESC's Civil Society Organisations' Group

2- 8/07/2025 | Copenhagen
The Danish Society of Engineers (IDA), Copenhagen, Denmark

[L'exposition de photos sur la durabilité dans le bâtiment est une source d'inspiration pour les visiteurs](#)

Le 2 juillet dernier, à Copenhague, le groupe des organisations de la société civile du Comité économique et social européen (CESE) a inauguré une exposition de photos intitulée «Donner forme au futur», accueillie par la Société danoise des ingénieurs (IDA) dans le contexte de la conférence sur le thème «Des méthodes de construction vertes et inclusives – Pour des communautés à l'épreuve du temps».

Le groupe des organisations de la société civile a proposé cette manifestation en partenariat avec l'IDA et le bureau d'architecture danois **BIG — Bjarke Ingels Group**, créé il y a une vingtaine d'années, et qui est aujourd'hui une société forte de quelque sept cents employés, avec des bureaux à Copenhague, Londres, Barcelone, New York, Shanghai, Los Angeles, Zurich et Oslo.

L'exposition s'empare de la question de la durabilité dans la construction et met en avant neuf projets coordonnés par l'agence BIG dans des villes aussi différentes que Copenhague, Séville ou Gelephu

(Bhoutan), et qui vont d'un terminal de conteneurs à un bâtiment industriel, en passant par un musée ou des logements abordables. L'exposition, qui consiste en une série de panneaux et d'animations, a été présentée du 2 au 8 juillet dans les locaux de la Société danoise des ingénieurs (IDA).

Avec son rendez-vous culturel annuel, le groupe des organisations de la société civile souhaite faire œuvre de sensibilisation sur des thématiques qui présentent un enjeu pour l'avenir. Cette année, l'initiative a voulu soutenir et mettre à l'honneur des travaux visant à promouvoir des sociétés inclusives et équitables, un logement décent, durable et abordable et la réalisation des [objectifs de développement durable \(ODD\)](#).

M. Séamus BOLAND, président du groupe des organisations de la société civile, a inauguré l'exposition en présence de représentants des deux organisations partenaires, **M^{me} Juliane Marie NEIENDAM**, membre du groupe des organisations de la société civile, présidente de l'IDA Copenhague et présidente des membres indépendants de l'IDA, et **M. Kai-Uwe BERGMANN**, partenaire du BIG.

Une bonne centaine de participants étaient présents au vernissage. Ils ont exprimé leur enthousiasme pour cette initiative et se sont déclarés très impressionnés par les projets exposés.

«Ces travaux démontrent que le nombre d'or n'est plus l'alpha et l'oméga de l'architecte, a observé M. BOLAND. Les architectes et les professionnels du bâtiment ont déjà intégré les 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies».

Le groupe a souhaité organiser cette exposition dans le but de souligner la nécessité d'une construction durable et de faire connaître un arsenal de bonnes pratiques. *«La construction durable est un outil efficace pour forger un esprit d'inclusion et de résilience face au changement climatique, tout en faisant progresser les ODD»*, a conclu M. BOLAND. (jk)

NOUVELLES DES GROUPES



Relever les défis de société grâce à des partenariats de confiance

Par Stefano Mallia, président du groupe des employeurs du CESE

Dans le contexte de la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne, le groupe des employeurs du CESE a tenu à Copenhague une réunion extraordinaire sur le thème «Relever les défis de société grâce à des partenariats de confiance». Cet événement a offert un espace de débat propice pour mieux comprendre comment une coopération fondée sur la confiance entre gouvernements, employeurs et partenaires sociaux pourrait renforcer la compétitivité de l'Europe qui se trouve exposée à une transformation structurelle. Le message qui en ressort est tout à fait clair: l'Europe n'a plus les moyens de traiter la compétitivité, la sécurité et la durabilité de façon cloisonnée. Nous avons affaire à trois piliers interdépendants.

Fort de sa position de pionnier, le Danemark prêche par l'exemple en conciliant ambition climatique, dynamisme économique et cohésion du marché du travail. C'est sur le plan de la gouvernance que le pays donne le plus matière à réflexion: le modèle danois montre les avancées possibles dès lors que la confiance, le dialogue et la planification à long terme prennent le pas sur la fragmentation et le pilotage à vue.

La première table ronde a placé au centre des débats le modèle du marché du travail danois, lequel est largement considéré comme une référence pour l'équilibre qu'il a su établir entre flexibilité et sécurité; la seconde s'est penchée sur la transition écologique telle qu'elle est menée au Danemark, en s'intéressant tout particulièrement à la manière dont la participation en amont des parties prenantes et des partenariats public-privé solides ont permis au pays de découpler la croissance économique de la trajectoire des émissions.

Une thématique est revenue de manière récurrente: le rôle de la technologie et de l'apprentissage tout au long de la vie. Alors que l'IA remodèle les espaces de travail, le système danois de droits autonomes à la formation (dix jours par an négociés dans le cadre de conventions collectives) a été cité comme une réponse innovante.

Pour ce qui concerne la transition écologique, un certain scepticisme demeure quant à la volonté des consommateurs d'absorber des coûts plus élevés pour acquérir des produits durables. Alors que les enquêtes danoises montrent un soutien élevé en faveur de l'action pour le climat, «à la caisse du supermarché, c'est encore le prix qui a le dernier mot», fait observer un participant.

L'expérience danoise offre une panoplie d'enseignements transposables ailleurs. La confiance sociale, la responsabilité mutuelle et la cohérence réglementaire apparaissent comme des composantes essentielles pour mener à bien les transitions écologique et numérique tout en préservant la compétitivité.

Il s'agissait aussi d'un appel à renforcer le rôle des partenaires sociaux dans l'élaboration des politiques européennes. Il n'y a plus lieu de se demander si le dialogue social et la compétitivité sont compatibles: ils sont indissociables. Si nous voulons une Europe forte dans un monde en mutation, nous devons nous

appuyer sur la coopération, et non sur la confrontation.



[La crise du coût de la vie rend nécessaire de repenser complètement le modèle économique de l'UE](#)

Par le groupe des travailleurs du CESE

Le coût de la vie constitue une préoccupation majeure des citoyens de l'Union européenne étant donné qu'il a des répercussions sur leur qualité de vie et leur bien-être économique. Des facteurs tels que les prix du logement, les coûts de l'énergie et de l'alimentation, ou encore l'inflation, peuvent grever les budgets des ménages, en particulier pour ce qui est des personnes et des familles à revenus faibles ou intermédiaires. Pour y remédier, le CESE a adopté une [série de sept avis sectoriels](#), qui ont abouti à un [avis-cadre général](#).

Ensemble, ces avis mettent en avant la conviction du CESE selon laquelle les défis et les incertitudes auxquels l'UE est confrontée exigent non pas des ajustements progressifs, mais un changement structurel et stratégique plus profond du modèle économique européen.

L'objectif poursuivi est de fournir des orientations et des recommandations claires et concrètes aux institutions de l'Union, aux gouvernements nationaux, aux partenaires sociaux et à la société civile. Les grandes priorités suivantes ont été abordées:

1. ***l'importance du dialogue social et de la négociation collective***: il y a lieu de soutenir le rôle des syndicats et de la négociation collective dans la négociation de salaires et de conditions de travail équitables;
2. ***les mesures à prendre par l'UE pour s'attaquer aux causes des hausses du coût de la vie (facteurs mondiaux, bénéfices excessifs des entreprises, protection sociale inadaptée, politiques fiscales favorisant les plus fortunés, etc.)***: il convient de renforcer les filets de protection sociale pour soutenir les travailleurs durant les périodes de difficultés économiques ou de chômage;
3. ***la nécessité d'orientations claires au niveau de l'UE, d'améliorations en ce qui concerne l'établissement de rapports, ainsi que d'emplois de qualité assortis d'une solide protection des travailleurs***, en veillant à ce que les salaires suivent le rythme de l'inflation et de l'augmentation du coût de la vie, afin de permettre aux travailleurs de conserver leur pouvoir d'achat. L'UE se doit de montrer l'exemple en veillant à ce que tous les emplois soient de qualité et à ce qu'aucun travailleur ne soit laissé pour compte;
4. ***les mesures à prendre pour remédier aux dysfonctionnements du marché unique qui poussent les prix à la hausse***: il s'agit d'assurer une application plus stricte de la législation européenne, d'achever l'union des marchés des capitaux, de veiller à une meilleure mobilité de la main-d'œuvre, ainsi que d'améliorer les infrastructures et l'accès aux soins de santé. Les règles régissant le marché du logement devraient également être évaluées quant à leur incidence sur le caractère abordable de ce dernier;
5. ***la mise en avant de l'importance des services d'intérêt général pour atténuer les effets de la crise, en appelant à accroître les investissements publics dans les infrastructures sociales, le logement et les transports***: il convient de promouvoir des politiques qui rendent le logement plus abordable et plus accessible, en particulier pour les travailleurs à revenus faibles ou intermédiaires;
6. ***la précarité énergétique***, qui est devenue une composante fondamentale de la crise du coût de la vie que connaît l'Europe. La forte hausse des coûts de l'énergie et des transports ces dernières années, imputable à la volatilité des marchés mondiaux, à la transition écologique et aux tensions géopolitiques, pèse le plus lourdement sur les travailleurs à revenus faibles ou intermédiaires, déjà confrontés à une stagnation de leurs salaires et à des marges financières limitées;
7. ***la nécessité d'éviter le retour des politiques d'austérité ainsi que des politiques trop ciblées de la part de la Banque centrale européenne (BCE)***, ce qui implique que cette dernière devrait non seulement se concentrer étroitement sur les politiques liées à l'inflation et à l'austérité, mais aussi prendre en considération l'incidence plus large de ses décisions sur l'emploi, l'investissement public et les coûts de la vie quotidienne, surtout pour les plus vulnérables.



Conference
Building green and inclusive -
Making our communities future-proof

02/07/2025 | 09:15-15:30 CEST
Danish Society of Engineers | Copenhagen | Denmark



L'avenir du logement dans l'UE doit être plus vert et plus inclusif

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

Il est essentiel de repenser la conception des villes, des communautés et du logement pour surmonter les problèmes actuels. Les organisations de la société civile ont un rôle primordial à jouer dans le pilotage de cette transformation. La durabilité et le droit au logement doivent être au cœur des futures stratégies. L'UE pourrait y contribuer en augmentant le financement européen en faveur du logement abordable et en soutenant l'économie sociale.

Une [conférence](#) organisée par le [groupe des organisations de la société civile](#) du Comité économique et social européen (CESE) le 2 juillet a mis l'accent sur la nécessité de rendre pérennes les logements, les espaces publics et les communautés dans l'UE. Il s'agissait de l'une des premières conférences de haut niveau ayant lieu sous la présidence danoise du Conseil de l'Union, qui a débuté le 1^{er} juillet. Elle s'est tenue

à la [Société danoise des ingénieurs \(IDA\)](#), à Copenhague.

Séamus Boland, président du groupe des organisations de la société civile a déclaré: «Face au changement climatique, à l'augmentation des inégalités et à la crise du logement nous n'avons pas le choix: nous devons adhérer à ces évolutions et modifier la manière dont nous concevons, construisons et développons les logements urbains et les espaces publics. D'autres pays pourraient s'inspirer du Danemark, qui met en œuvre depuis plus de cent ans une politique du logement équitable, pour garantir que celui-ci soit accessible à tous, quel que soit le niveau de revenus. Aujourd'hui, le secteur danois du logement à but non lucratif représente un cinquième du marché; il se caractérise par des normes énergétiques élevées et accueille des communautés mixtes et inclusives.»

M. Boland a souligné la nécessité de créer des espaces qui servent à la fois les objectifs environnementaux et la cohésion sociale. La durabilité et le droit au logement devraient être au cœur des futures stratégies en matière de logement. La cocréation et la copropriété doivent aller de pair pour bâtir des logements et des espaces publics plus écologiques et plus inclusifs. Le président du groupe qui représente la société civile des 27 États membres a ajouté que l'UE pourrait apporter son aide en «augmentant les fonds européens consacrés au logement abordable, en renforçant les programmes européens de rénovation et en soutenant l'économie sociale, notamment les modèles de propriété coopérative».

Sophie Hæstorp Andersen, ministre danoise des affaires sociales et du logement, a affirmé: «Le logement abordable et durable constitue, à mes yeux, une priorité absolue y compris pendant la présidence de l'Union. En construisant aujourd'hui des communautés plus vertes et plus inclusives, nous remédions non seulement aux problèmes actuels, mais nous posons également pour l'avenir les bases de sociétés plus fortes et plus résilientes. Cette approche contribue à la construction d'une Europe plus sûre, plus compétitive et plus verte. Je me réjouis à la perspective de poursuivre cette importante conversation lors de la conférence que j'accueillerai en septembre et qui sera consacrée au logement abordable et durable.»

Lire le [communiqué de presse complet](#).

Les conclusions et recommandations de la conférence seront bientôt disponibles [ici](#).

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Chrysanthi Kokkini (ck)
Daniela Vincenti (dv)
Dimitra Panagiotou (dm)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Joanna Harnett (jh)
Katarzyna Karcz (kk)
Katerina Serifa (ks)
Laura Lui (ll)
Leonard Mallett (lm)
Marco Pezzani (mp)

Margarita Gavanas (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (at)
Pablo Ribera Paya (prp)
Samantha Falciatori (sf)
Parminder Shah (ps)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Adresse

European Economic and Social Committee
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tel. (+32 2) 546.94.76
Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the European Union or to the Committee's other publications.
Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.

06/2025